

Contre Macron et ses soutiens capitalistes

Tous et toutes dans la rue le 12 septembre

Le capital financier, aujourd'hui dominant, qui a extorqué aux peuples depuis des années d'énormes masses d'argent, souhaite les rentabiliser au plus haut niveau. 26 milliards de profits, en 2016, pour les banques françaises, 75 milliards pour les groupes du CAC 40, 1145 milliards de dividendes versés dans le monde avec, toujours pour la France, quasiment championne d'Europe et aux premiers rangs en la matière, une hausse de 11 % des profits des actionnaires. Chez nous Emmanuel Macron, qui a la confiance de la banque Rothschild et des capitalistes, est à la manœuvre pour piller les pauvres et les couches moyennes afin de rétribuer les capitaux des plus riches. La mobilité et la flexibilité -annoncées - comme étant la logique de la loi Travail - sont en fait les accélérateurs d'une économie de prédation orientée vers le profit dans une concurrence mondiale sans frein.

DES MESURES DE RECU SOCIAL

Les Français seraient hostiles aux réformes. Hostiles, rien d'étonnant, à la casse du Code du Travail : primauté donnée aux accords d'entreprise, qui pourront être moins favorables que la loi et les accords de branche. Hostiles à l'attaque contre le contrat de travail à durée indéterminé (CDI) par le biais des CDI de chantier, permettant aux patrons de licencier sans indemnités à la fin du projet. Hostiles, rien de surprenant, à la hausse de la CSG, une ponction sur les salaires et retraites et aux mesures draconiennes d'austérité annoncées par le gouvernement, notamment contre les fonctionnaires : gel des salaires, 120 000 suppressions de postes, et rétablissement du jour de carence pour les arrêts maladie. Alors que les besoins d'enseignant-es, de personnels de santé, d'employé-es de La Poste sont criants. Hostiles, bien entendu, à la baisse des APL (aide personnalisée au logement) qui va frapper les plus faibles. Hostiles aussi à la libéralisation du transport interurbain par autocar et à la dérégulation du travail le dimanche (qui, rappelons-le, devait créer 22 000 emplois alors qu'à peine 15 000 postes ont été comptabilisés par les services ministériels).

Hostiles encore à ce qu'a annoncé Bruno Lemaire : *«le gouvernement allait céder les participations de l'Etat dans un certain nombre d'entreprises publiques»*. Il s'agit de privatiser ce qui est rentable pour faire des cadeaux aux financiers. Emmanuel Macron avait déjà procédé, sous le mandat de François Hollande, à l'ouverture du capital d'aéroports régionaux tels que Toulouse, Nice ou Lyon. Des risques pèsent sur Paris Aéroport, sur les réseaux téléphoniques ou encore l'aviation civile. Hostiles parce que dans la réduction des dépenses publiques, les économies sont toutes sur le dos de la population : moins 10 milliards d'€ pour l'assurance chômage, moins 15 milliards pour l'assurance maladie, moins 25 milliards pour la Fonction publique. Les fonds publics ainsi économisés seront drainés vers le capital pour gonfler les profits.



UN 12 SEPTEMBRE POUR REFUSER L'EXPLOITATION

Le prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz affirme : *«Lorsqu'un système économique échoue à améliorer le sort de sa population, il est en échec»*. Deux économistes de Cambridge, Simon Deakin et Frank Wilkinson, qui ont étudié l'évolution du droit du travail entre 1970 et 2000 dans cinq pays (la France, l'Allemagne, l'Inde, les USA, le Royaume-Uni) constatent : *«l'affaiblissement du droit du travail... n'est en rien un élément de création d'emplois»*. Les solutions pour vivre mieux existent, il suffit de reprendre au grand capital notre argent en expropriant les banquiers, les exploiters. Il s'agit de mettre fin aux paradis fiscaux, de taxer les transactions financières, de sanctionner les activités spéculatives. L'opposition ne peut être que frontale à la logique des exploiters. C'est le sens du 12 septembre et des luttes qui suivront inmanquablement.

12 **contre-attaquons**
à partir du
septembre

Sommaire :	Pages 3 & 4 : Pays Basque actualités
Page 1 : Dans la rue le 12 septembre	Page 5 : Vénézuéla
Page 2 : Scandale des œufs contaminés	Page 6 : Film : 120 battements par minute



SCANDALE DES ŒUFS CONTAMINÉS QUAND LA SOIF DU PROFIT EMPOISONNE

Ce sont pour l'instant 22 pays de l'Union Européenne et 34 états dans le monde qui ont été touchés par le scandale des œufs infectés par le fipronil, un produit antiparasitaire fabriqué par le groupe allemand BASF, le n° 1 de la chimie mondiale.

Interdit dans les élevages, ce produit peut être dangereux pour les reins, le foie, la thyroïde et est soupçonné d'être également un perturbateur endocrinien. Mais il a l'énorme avantage d'être moins cher et efficace plus longtemps que les produits similaires mais moins dangereux. D'où la tentation des lobbies industriels et de l'agro-business de l'utiliser en douce.

Il faut dire que cette affaire a montré, encore une fois, l'extrême indulgence des agences de contrôle sanitaire vis à vis des industriels de l'alimentation et des champions de l'agriculture productiviste.

Ainsi, en France, l'an dernier, sur 15 milliards d'œufs consommés seuls... 677 ont fait l'objet d'un contrôle. Car depuis maintenant plusieurs décennies les gouvernements successifs réduisent le nombre des fonctionnaires chargés de surveiller les élevages et l'alimentation tout comme ils ont diminué le nombre des inspecteurs et inspectrices du travail. Tout cela pour ne pas freiner paraît-il le prétendu «esprit entrepreneurial» de nos capitalistes. Merci pour eux !



Mais ce qui est vrai en France l'est aussi dans les autres pays d'Europe. Ce qui fait qu'au cours des dernières décennies les scandales alimentaires - qu'ils soient dus à des fraudes avérées ou simplement à des pratiques douteuses destinées à produire au moindre coût - se sont multipliés.

Rappelons, pour mémoire, en 1981 l'affaire de l'huile de colza frelatée mélangée à du benzène (1 000 morts, 25 000 personnes malades dont 5 000 handicapé-es à vie), en 1986 celle de «la maladie de la vache folle», provoquée par des farines alimentaires auxquelles avaient été incorporées des cadavres d'animaux

malades, en 1999 le scandale dit « du poulet à la dioxine » (mélange d'huile alimentaire et d'huile de vidange pour nourrir des volatiles), en 2011 la commercialisation de graines germées tueuses (47 morts en Allemagne, 4 000 malades dans toute l'Europe), en janvier 2013 les lasagnes à la viande de cheval (où était impliquée une entreprise liée à la coopérative basque Lur Berri), en novembre 2013 la découverte de matières fécales dans des tartelettes commercialisées par les cafétérias des magasins IKEA, et, en décembre 2013, un trafic de viande de cheval ayant servi à des expérimentations dans les laboratoires SANOFI pour être ensuite revendue à bas coût pour la consommation humaine.



Si à chaque fois le scénario est différent, les ressorts en sont les mêmes : la soif de profit des grands groupes de l'agro-business et des intermédiaires de la distribution, surtout de la grande, qui les fait produire toujours plus et toujours moins cher au détriment de la qualité et de la santé de la population.

Face à cela les Pouvoirs publics ne font pas grand chose. Dans l'affaire des œufs contaminés ils ont d'abord nié la réalité («la France n'est pas touchée»), avant de minimiser les risques de la contamination pour la santé. Puis, finalement, le Ministère de l'Agriculture a refusé de rappeler les produits incriminés déjà vendus sous prétexte qu'ils étaient contaminés mais pas vraiment dangereux. Pas question d'écorner les profits de la grande distribution !

En fait, tant que les trusts de l'agro-alimentaire (semenciers, producteurs d'engrais, céréaliers, laitiers, volaillers, de la viande etc...) et les grands groupes de la distribution continueront à contrôler la production agricole, on peut être sûr que de nouveaux scandales se produiront tôt ou tard. Car, comme le reste de la société, l'agriculture est avant tout malade du capitalisme. Un parasite que le fipronil ne parviendra malheureusement pas à éliminer.



PRISONNIERES ET PRISONNIERS BASQUES LA MOBILISATION S'INTENSIFIE

La dynamique de soutien aux détenu-es basques et pour le rendez-vous du 9 décembre prochain à Paris en faveur de l'abolition des mesures d'exception appliquées aux prisonniers et prisonnières basques ne s'est pas arrêtée ces deux derniers mois. Et elle repart de plus belle à la rentrée.

Actions de l'été

Ainsi que nous le relations dans notre dernier numéro, un collectif de quatre jeunes issu-es des mouvements de jeunesse basques a fait une grève de la faim de 8 au 22 juillet pour la satisfaction des revendications premières concernant les preso : fin de la politique de dispersion, libération des malades, obtention des libérations conditionnelle.

Pendant ces deux semaines de nombreux individus, représentant-es d'associations diverses, syndicalistes, militant-es d'organisations politiques et élu-es de diverses tendances leur ont manifesté leur soutien. Une délégation du NPA Pays Basque est allée leur porter le salut de notre organisation. Le samedi 22 juillet leur mouvement s'est terminé par une conférence de presse où ce collectif a présenté un manifeste de la jeunesse en faveur d'un processus de paix, dont les organisations signataires s'engagent également pour les revendications premières, voir ci-dessus. Le collectif appelle les jeunes à participer au rassemblement du 9 décembre à Paris.

En juillet également, le 10, afin d'interpeller le nouveau gouvernement, une délégation de 23 personnes composée de représentant-es d'associations et d'élu-es est montée à Paris où divers rendez-vous ont eu lieu, entre autres au Ministère de la Justice, afin d'évoquer la situation des prisonnières et prisonniers politiques basques au niveau de l'éloignement et de celles et ceux gravement malades. Pour le moment pas de « signes » de la part du Gouvernement disant qu'il a entendu le message.

Actions à venir

Le 30 septembre 12 heures de concert, en faveur du processus de paix et à la journée de mobilisation à Paris, à Louhossoa organisé par les «Artisans de la Paix».

Du 16 novembre au 9 décembre tour de France des prisons. Des animations seront organisées dans les principales villes traversées : Toulouse, Marseille, Lyon, Poitiers, Nantes, Rennes, Lille puis Paris. Suivant cet itinéraire, des rendez-vous seront demandés à la direction des prisons (21 dont 8 à Paris) par une délégation composée entre autres de représentant-es des familles et de représentant-es politiques afin d'aborder les conditions d'incarcération des détenu-es basques.

IRAILAREN 30 SEPTEMBRE
Luhuso / Louhossoa
12:00 - 02:00

12 ORDU KONTZERTU
BAKEAREN ALDE

12 HEURES DE CONCERTS
POUR LA PAIX

ABENDUAREN 9 DECEMBRE
Parise / Paris

ORAIN PRESOK
PAIX EN PAYS BASQUE:
ET MAINTENANT LES PRISONNIER.E.S
#Ab9PARISE
#9DecPARISE

Dans la mesure où cette initiative générera des dépenses importantes, une campagne de financement participatif et d'appel à la solidarité sera lancée. Pas de doute qu'elle aura de l'écho au Pays Basque où déjà un nombre important de personnes s'apprête à monter à Paris.



SOCIAL :

Les salarié-es de LABO APSP (voir les deux derniers numéros de Résistances) étaient convoqué-es à l'audience du TGI de Bayonne à laquelle leurs représentant-es du personnel accompagné-es de leur avocate ont assisté. Etaient également présents à l'audience les éventuels repreneurs et le président du conseil d'administration de l'association. Après avoir écouté les parties, le Juge a reporté sa décision au mois de septembre. Nous en reparlerons dans notre prochain numéro. Il est à déplorer qu'il est impossible à ce jour pour les futur-es licencié-es ou gardé-es de se projeter dans l'avenir ! La mauvaise face continue

Front Social Euskal Herri

Le collectif qui s'est créé au début de l'été a concrétisé son existence. Lors de sa dernière réunion il s'est rebaptisé front social du Pays basque et a prévu des actions pour les jours à venir (voir ci-dessous). Gageons que son existence ne sera pas éphémère et que les actions ne manqueront pas pour contester et refuser la politique du gouvernement Macron à venir étant donné l'avant goût que nous en avons eu avec la lois sécurité et les ordonnances contre le Code du Travail.



CONTRE LA LOI SECURITE KONTRA

**Dimanche 10/09 apéritif militant
Herriko Etxea 11h30 Mairie de Bayonne**

CONTRE LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL KONTRA

**Asteartean/Mardi 12/09 10h30
manifa/manifestation Sainte Ursule
Gero/Ensuite à 12h30an
biltzar nagusia/assemblée générale
Kubako Etxean**

FRONT SOCIAL EUSKAL HERRI : AKM - CGT TERRITORIAUX BIARRITZ - LAB - SOLIDAIRES - AITZINA - EELV - EHBAI - INDAR BELTZA - NPA PAYS BASQUE

fFront Social Euskal Herri @Front-Social-Euskal-Herri@gmail.com @FrontSocialEH



Le Venezuela de Nicolas Maduro : Un régime populiste appuyé sur l'armée

« Nous avons de nombreuses options pour le Venezuela, militaire si nécessaire », a déclaré Donald Trump le 10 août dernier. Le président américain est, paraît-il, choqué par l'autoritarisme et la violence de Nicolas Maduro, qui depuis avril réprime dans le sang les manifestations de rue, répression qui aurait fait jusqu'à présent plus de 120 morts, des milliers de blessés et qui s'est également traduite par des arrestations massives d'opposants.

Mais croire que Trump est révolté par le caractère non-démocratique du régime vénézuélien est une douce plaisanterie. Rappelons qu'en mai dernier, en voyage à Ryad, il avait encensé le régime saoudien en oubliant qu'il décapite au sabre ses opposants, interdit les syndicats, prive les femmes de tous les droits, discrimine les 10 % de sa population de confession chiite, réduit les travailleurs immigrés à une main d'œuvre servile, emprisonne homosexuels et lesbiennes et massacre allègrement hommes, femmes et enfants au Yémen voisin.

En fait ce qui gêne Trump au plus haut point est qu'un régime d'Amérique Latine (chasse gardée traditionnelle de l'impérialisme américain), qui possède en outre les plus importantes réserves pétrolières au monde, fasse mine de le défier (du moins en parole) en s'appuyant sur Cuba mais aussi sur la Chine et la Russie, ses deux plus importants pourvoyeurs d'armes. Le sort du peuple vénézuélien, Trump s'en moque au plus haut point. Et s'il appuie ouvertement les manifestations de rue anti-Maduro organisées par la droite, c'est uniquement dans l'espoir de se débarrasser d'un régime qui l'insupporte et de le remplacer par des politiciens à ses ordres.

Maduro continue sans doute d'avoir le soutien d'une partie de la population pauvre qui voit en lui le successeur du président Hugo Chavez, au pouvoir de 1999 à 2013. Ce dernier, profitant d'une manne pétrolière qui avait explosé sous sa présidence, grâce à l'envolée vertigineuse du prix du pétrole (qui était passé de 8 dollars à 150 dollars le baril), avait décidé de faire bénéficier la population la plus modeste d'une partie de ce trésor de guerre estimé à 1 100 milliards de dollars.



Il introduisit l'essence à deux centimes litre, le logement et les soins médicaux gratuits, l'éducation pour toutes et tous, fit construire cliniques et dispensaires dans les quartiers pauvres, améliora la voirie et l'assainissement etc. C'était la première fois qu'un gouvernement vénézuélien agissait de la sorte.

Cependant la majeure partie de cette manne pétrolière atterrit dans les poches de la « bourgeoisie bolivarienne », c'est à dire des couches privilégiées liées à l'appareil d'Etat, et dans celles de ... l'armée. Car cette dernière restait malgré tout le principal soutien de Chavez.

Depuis la mort de ce dernier d'un cancer et son remplacement par Nicolas Maduro, le contexte a beaucoup changé. Le prix du pétrole a de nouveau fortement régressé (il est aujourd'hui de 48 dollars le baril), la rente pétrolière a fondu comme neige au soleil et sert désormais pour moitié à payer l'énorme dette extérieure du pays

Conséquence : les aliments et les produits de première nécessité pratiquement tous importés sont rares et hors de portée des ménages modestes, l'inflation dépasse les 700%, les services publics se détériorent à grande vitesse.



Face à cela - et à un mécontentement populaire sur lequel surfe l'opposition de droite qui a remporté les législatives de 2015 - Maduro durcit son régime et bafoue les libertés démocratiques élémentaires. De plus il s'appuie de plus en plus sur l'armée qui occupe désormais 12 des 32 postes de ministres, détient la majorité des gouverneurs de province et a la haute main sur la Banque centrale, l'Intérieur, l'alimentation et l'agriculture, l'énergie (dont le pétrole), les douanes, les ports et les aéroports, une chaîne de télévision, une usine d'assemblage automobile etc.

Bref, derrière Maduro le populiste qui appelle le peuple à combattre « l'impérialisme yankee » et a fait élire une pseudo-assemblée constituante à sa botte, ce sont les hommes en uniforme qui ont la réalité du pouvoir au premier rang desquels le n° 2 du régime, le général Padrino Lopez.

Alors si le peuple vénézuélien à toutes les raisons de s'opposer au régime de Maduro, il aurait tort pour se faire de se ranger derrière une opposition de droite liée à Washington et dont les leaders ont déjà gouverné avant Chavez en s'en mettant plein les poches et en écrasant les pauvres.

**Film**

120 battements par minute, un film de Robin Campillo

Le réalisateur de ce film, Robin Campillo, est un militant d'Act Up -association de lutte contre le sida- devenu cinéaste.

Nous voilà transportés dans les débuts des années 1990. Les premières images du film nous montrent une réunion d'Act Up. Des jeunes débattent, l'expression est libre, le temps de parole limité afin que chacun et chacune ait la parole. Le ton est vif, les échanges parfois durs. On sent de l'estime, du respect, entre les membres de l'association. Les jeunes qui sont là sont pleins d'énergie, de fougue. Seulement voilà, la plupart sont malades, vont mourir et le savent.

Ce film nous raconte une période de l'histoire d'Act Up et de ces jeunes, lorsqu'avoir le SIDA voulait dire une mort prochaine, dont aucune médication ne pouvait retarder vraiment l'échéance.

Les images rapides, le tempo de la house-music, tout nous rappelle l'urgence de la situation dans laquelle vivent ces jeunes. Au moment où leur énergie vitale est si dense, leurs amours si intenses, leurs projets si prometteurs, la mort vient les faucher sans répit.

Aux réunions se côtoient des homos, des hétéros, femmes et hommes, des hémophiles contaminé-es, des mères de séropositifs. Le sentiment d'urgence n'empêche pas l'humour, l'autodérision, les inimitiés, les désaccords.

Tous ces gens tentent désespérément d'alerter l'opinion publique, les pouvoirs publics, afin que les laboratoires prennent vraiment le problème à bras le corps et deviennent des partenaires des malades, écoutent leurs besoins. La population qui se meurt se retrouve majoritairement dans les communautés homosexuelles, transsexuelles et des prostitué-es. Act Up observe que la société, les pouvoirs publics, les laboratoires, ne se soucient pas de cette frange de la population.

Nous assistons à des débats qui prônent deux positions différentes. L'une consiste à discuter avec les pouvoirs publics et les laboratoires, afin de leur faire prendre conscience du problème, et à agir par des manifestations pacifiques, dans la rue. L'autre se montre plus radicale. Elle exhorte à des actions coups-de-poing pour obliger la société, les labos, les pouvoirs publics, à regarder la réalité en face : il y a urgence, des fonds importants doivent être avancés, des tests réalisés sans tarder. Tous et toutes se battent pour lutter contre l'indifférence générale. Ces militant-es attachant-es ont la rage de vivre et d'aimer. Cette rage, et la lucidité de leurs analyses, leur confèrent courage et volonté.

Le militantisme à Act Up a généré de nombreuses victoires et l'association continue de se battre pour les malades et les droits des homosexuel-les.

Quand verrons-nous cette même énergie de la jeunesse au service de la lutte des classes, au service de l'humanité tout entière ? Où en est aujourd'hui le militantisme contre l'exploitation capitaliste, contre ce système qui considère l'humain comme une marchandise à vendre et acheter, à jeter comme un produit périmé

Face aux attaques de plus en plus violentes et décomplexées du capital contre la force de travail, face aux politiques de profit à court terme qui mettent en danger la planète et notre humanité, la résistance n'est pas mineure. Mais elle se construit sous forme d'îlots, non reliés entre eux.

Rassemblons nous, débattons, agissons. L'union fait la force !

